



Démocratie : mise à jour en cours

L'émergence des réseaux sociaux crée de nouvelles formes de participation citoyenne et permet une diffusion de l'information plus large. Ces plateformes instaurent de nouveaux espaces de discussion et permettent l'expression libérée d'une opinion publique plus affirmée. Mais ces lieux de partage représentent-ils un danger pour notre démocratie ? Aujourd'hui, les réseaux sociaux mettent en évidence de nouvelles dimensions de pouvoir et d'action.

UN ENGAGEMENT CITOYEN NUMÉRIQUE

Les réseaux sociaux permettent une grande libération de la parole et sont à la fois des sources d'informations et des canaux de diffusion. De fait, en Belgique, Facebook, YouTube et Instagram sont les trois plateformes les plus incontournables et 62%¹ des internautes belges consomment quotidiennement ces réseaux. Le réseau social qui reste à ce jour le plus fréquenté et ce avec, en 2018, 2,2 milliards² d'utilisateurs dans le monde est Facebook, plateforme créée en 2004 par l'américain Mark Zuckerberg.

C'est pourquoi de plus en plus de politiques comprennent l'importance de ces plateformes sur lesquelles ils diffusent régulièrement leurs opinions et invitent les citoyens et citoyennes à se mobiliser. A ce jour, les politicien·ne·s s'inquiètent tout autant du nombre de militants et militantes physiques que du nombre d'abonné·e·s sur leur page Facebook. L'immédiateté étant le mot d'ordre sur les réseaux sociaux, la masse d'informations produites par les partis politiques s'est accrue. Pourtant, selon Thomas Fauré, fondateur du réseau social « Whaller », l'un des dangers sur ces plateformes est « *l'incapacité dans laquelle nous nous trouvons de vérifier l'authenticité et l'objectivité des informations et des propos rapportés.* »³.

Cependant, à l'heure où les citoyen·ne·s recherchent des formes d'engagement variées, les réseaux sociaux peuvent offrir des alternatives intéressantes, plus compatibles avec les ambitions des jeunes générations⁴. Ceux-ci abritent de nombreux mouvements collectifs, souvent apolitiques et sans réel leader, mais proposent surtout des revendications plus strictes. Les réseaux sociaux jouent ainsi un rôle dans la diffusion des critiques, dans la circulation de l'information, motivent les manifestations citoyennes et permettent une meilleure coordination lorsqu'il faut se rassembler sur le terrain. La visibilité en ligne est devenue un enjeu politique crucial pour notre démocratie.

LES RÉSEAUX SOCIAUX, UN OUTIL PUISSANT ?

L'influence des réseaux sociaux sur le comportement des utilisatrices et utilisateurs mais aussi sur le fonctionnement de notre démocratie amène deux opinions distinctes. Dans un premier temps, ils seraient considérés comme un facteur influençant le développement de la démocratie alors que dans un second temps, ils représenteraient un réel danger pour celle-ci⁵.

1 Ces données proviennent du site officiel belge de statistiques – Statbel. Plus d'informations (2018) : <https://statbel.fgov.be/fr/nouvelles/les-reseaux-sociaux-sont-le-quotidien-de-62-des-internautes-belges>

2 Ces chiffres proviennent du site BDM – Le media des professionnels du digital. Plus d'informations (2018) : www.blogdumoderateur.com/chiffres-reseaux-sociaux

3 Propos recueillis sur : www.educavox.fr/accueil/interviews/reseaux-sociaux-et-democratie-la-liberte-sur-internet-en-questions

4 Ici, nous parlons de la « génération Y » : des jeunes entre 15 et 25 ans qui grandissent avec internet. Ils représentent la tranche d'âge la plus présente sur les réseaux sociaux et participent activement à ce monde virtuel.

5 Daniel Mercier (2016). « Quel est le rôle des médias dans notre société ? », Café philo de la médiathèque de Maraussan : www.cafephilosophia.fr/sujets/quel-est-le-role-des-medias-dans-notre-societe

Initialement, la démocratie peut être renforcée par l'utilisation des réseaux sociaux en donnant naissance à des lieux de débats, accessibles pour le plus grand nombre. De plus, les échanges entre gouverné·e-s et gouvernant·e-s sont souvent favorisés et permettent également à la population de créer de nouvelles formes d'engagement. Enfin, les réseaux sociaux accentuent la création d'actions collectives permettant à des individus isolés, mais partageant les mêmes idées, d'entrer en contact pour se mobiliser.

Cependant, si on aborde la question des réseaux sociaux, le manque de transparence vis-à-vis des internautes est la première critique apportée. De fait, ils contribuent à renforcer une méfiance des citoyen·ne-s envers les politiques et ce, en jouant un rôle de « caisse de résonance ». En effet, les réseaux sociaux exacerbent les préjugés et réduisent ainsi les possibilités d'un débat sain. De même, les discours de haine, l'animosité et le harcèlement qu'on trouve régulièrement sur ces réseaux peuvent motiver l'existence d'une certaine violence dans la réalité. En conséquence, une manipulation sur ces plateformes pourrait alimenter certaines « folles » théories et affaiblir la confiance démocratique à une époque où la confiance des citoyen·ne-s envers les politiques est déjà relativement faible.

Les réseaux sociaux jouent donc un rôle central dans la politique : via cet outil, les individus se rassemblent et manifestent dans les rues pour exprimer leurs frustrations et besoins. C'est pourquoi les élu·e-s ont commencé à augmenter leur présence en ligne afin de se rapprocher de la population mais également pour donner des points de vue sur des événements d'actualité ou sur leurs campagnes politiques. Nicolas Baygert, docteur en sciences de l'information et de la communication, confirme cette tendance sur son site internet : « *cela permet d'améliorer son image et sa notoriété : selon le réseau utilisé (Facebook, Tweeter, Instagram,) cela permet d'augmenter son implantation locale, ça aide à booster sa légitimité de candidat en informant un réseau (les médias par exemple) et ça augmente la crédibilité en faisant savoir ce que l'on fait ou son expertise.* »⁶. Mais n'oublions pas que les politiques cherchent avant tout à influencer le comportement des électeurs et électrices en utilisant les réseaux sociaux qui permettent facilement d'acquérir davantage de popularité (ou parfois, d'en perdre).

RISQUES VIRTUELS MAIS CONSÉQUENCES RÉELLES

Même si les réseaux sociaux restent des outils importants pour partager des points de vue ou dénoncer une action, cette communication peut également déraiser et engendrer des répercussions négatives sur notre démocratie et notre sécurité. Premièrement, internet porte régulièrement atteinte à la protection de la vie privée. Ainsi, les cookies rencontrés lors de la fréquentation d'un site livrent, dans un but commercial, des renseignements sur les habitudes de l'internaute. Les réseaux sociaux peuvent ensuite héberger des actions ou idées en contradiction directe avec les fondements de la démocratie. En effet, il est facile d'accéder à certaines idées négationnistes ou racistes et cela pourrait influencer le comportement des individus. Enfin, le phénomène de la « fracture numérique » est également observable sur les réseaux sociaux. Cela signifie que l'utilisation de ces réseaux est encore trop souvent réservée à une certaine « élite » car seule une minorité de la population, aux niveaux de revenus et de formation élevés, s'y connecte régulièrement. Certain·e-s citoyen·ne-s se rendent par conséquent invisibles aux yeux des politiques, ce qui peut les amener à confondre l'avis d'une minorité avec celui d'une majorité, entraînant parfois, de possibles décisions inappropriées pour le pays.

QUELS DANGERS POUR UNE DÉMOCRATIE 2.0 ?

Actuellement, plusieurs pays traversent une crise de la représentation qui se manifeste notamment par une perte de confiance envers la politique mais aussi par un taux d'abstention électorale croissant (en France, par exemple). Or, les réseaux sociaux favorisent la mobilisation citoyenne sans aucune interférence de la part des institutions et des organisations politiques. Néanmoins, il est

⁶ Propos recueillis sur : <https://nicolasbaygert.blog>

important de ne pas tomber dans une illusion que pourrait représenter la démocratie 2.0. En effet, les citoyen-ne-s pensent détenir davantage d'espaces de liberté et d'expression mais cela n'annule en rien le pouvoir actuel des structures qui dirigent dans nos pays.

Finalement, il ne faudrait pas que les réseaux sociaux restent des médias si peu contrôlés comme c'est encore le cas aujourd'hui. Dans un contexte où les juridictions nationales peinent à imposer leurs règles aux réseaux sociaux, ces plateformes n'ont que trop peu de frontières avec des limites méconnues du plus grand nombre et par conséquent, non respectées. Il est alors difficile pour la majorité des internautes de lutter contre la fausse information. Plus que jamais, il est important de rappeler la nécessité d'éduquer les citoyennes et citoyens pour qu'ils puissent se mobiliser, se sentir libres tout en s'épanouissant dans un cadre démocratique sécurisant.

La Fabrique de la Démocratie

Musée BELvue, du 15 janvier au 31 mai 2019

Une exposition interactive sur l'identité, la diversité et la citoyenneté active.



La Fabrique de la Démocratie est une exposition originale destinée aux jeunes à partir de 14 ans. Une cinquantaine de bornes interactives leur propose de réagir en tandem à des expériences variées et de confronter leurs idées, leurs doutes, leurs préjugés. L'exposition permet d'ouvrir le débat sur des sujets – parfois controversés – touchant à la diversité de nos sociétés et au fonctionnement de notre démocratie.

Chaque activité invite les jeunes à donner leur avis, à le remettre en question, à se forger une opinion personnelle. Ils discutent entre eux et reçoivent une réaction sur leurs choix ou sur le thème abordé. À l'aide d'une feuille de route remplie durant la visite, les jeunes peuvent télécharger, chez eux ou à l'école, un document de feedback résumant leurs réponses et certains messages.

► [Découvrir l'exposition](#)